

Art. 24. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2004, à l'exception des articles 23, 24 et 25, qui entrent en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 25. Notre Ministre qui a les pensions dans ses attributions, notre ministre qui a les affaires économiques dans ses attributions et notre ministre qui les finances dans ses attributions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 novembre 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,
F. VANDENBROUCKE

La Ministre de l'Economie,
Mme F. MOERMAN

Le Ministre des Finances,
D. REYNDEERS

Art. 24. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2004 met uitzondering van de artikelen 23, 24 en 25, die in werking treden op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 25. Onze minister bevoegd voor Pensioenen, onze Minister bevoegd voor Economische Zaken en onze minister bevoegd voor Financiën, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 november 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,
F. VANDENBROUCKE

De Minister van Economie,
Mevr. F. MOERMAN

De Minister van Financiën,
D. REYNDEERS

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE**

F. 2003 — 4358

[C — 2003/23009]

14 NOVEMBRE 2003. — Arrêté royal concernant l'octroi d'avantages extra-légaux aux travailleurs salariés visés par l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés et aux personnes visées à l'article 32, alinéa 1^{er}, 1° et 2° du Code des Impôts sur les Revenus 1992, occupées en dehors d'un contrat de travail

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés, notamment l'article 22, §2, remplacé par la loi du 28 avril 2003;

Vu la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, notamment l'article 109;

Vu l'arrêté royal du 14 mai 1969 concernant l'octroi d'avantages extralégaux aux travailleurs salariés visés par l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, modifié par les arrêtés royaux des 4 décembre 1990 et 5 décembre 1996;

Vu l'arrêté royal du 5 décembre 1996 portant exécution de l'article 2, § 3, 5° de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office National des Pensions;

Vu l'avis de l'Office de Contrôle des Assurances du 17 avril 2003;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 27 mars 2003;

Vu la délibération du Conseil des Ministres sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 35.416/1 du Conseil d'Etat, donné le 5 juin 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Pensions, Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions et champ d'application*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° organisateurs : les personnes visées à l'article 3, § 1^{er}, 5° de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID**

N. 2003 — 4358

[C — 2003/23009]

14 NOVEMBER 2003. — Koninklijk besluit betreffende de toekenning van buitenwettelijke voordelen aan de werknemers bedoeld bij koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers en aan de personen bedoeld in artikel 32, eerste lid, 1° en 2° van het Wetboek van Inkomstenbelastingen 1992, tewerkgesteld buiten een arbeidsovereenkomst

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 12 juli 1957 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor bedienden, inzonderheid op artikel 22, § 2, vervangen bij de wet van 28 april 2003;

Gelet op de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, inzonderheid op artikel 109;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 mei 1969 betreffende de toekenning van buitenwettelijke voordelen aan de werknemers bedoeld bij koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 december 1990 en 5 december 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 december 1996 tot uitvoering van artikel 2, § 3, 5° van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor Pensioenen;

Gelet op het advies van de Controledienst voor de Verzekeringen van 17 april 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 27 maart 2003;

Gelet op het besluit van de Ministerraad over het verzoek aan de Raad van State een advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies 35.416/1 van de Raad van State, gegeven op 5 juni 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Pensioenen, Onze Minister van Financiën en van Onze Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Definities en toepassingsgebied*

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° inrichters : de personen bedoeld in artikel 3, § 1, 5° van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid;

2° affiliés :

a) travailleurs salariés : les travailleurs salariés visés par l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés;

dirigeants d'entreprises : les personnes visées à l'article 32, alinéa 1^{er}, 1° et 2° du Code des Impôts sur les Revenus 1992, et occupées en dehors d'un contrat de travail;

3° organismes d'assurance : les entreprises et organismes d'assurance visés à l'article 22, § 2 de la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés;

4° le Ministre : le Ministre qui a les Pensions dans ses attributions.

§ 2. Le présent arrêté s'applique aux organisateurs, aux affiliés et aux organismes d'assurance.

CHAPITRE II. — *L'organisme d'assurance*

Art. 2. L'organisme d'assurance qui assure les avantages extra-légaux s'engage, par le fait même, à enregistrer toute demande d'affiliation et à recevoir les versements effectués pour ou par les affiliés concernés en vue de l'assurance de ces avantages extra-légaux.

CHAPITRE III. — *Des versements*

Art. 3. § 1^{er}. L'organisme d'assurance détermine les renseignements qui doivent lui être fournis à l'appui de la demande d'affiliation et des versements ainsi que les modalités du fractionnement du montant annuel des versements.

§ 2. Lorsque le montant annuel des versements est supérieur à 750 EUR ou lorsque les prestations prévues à l'article 4, § 1^{er}, 2° ou 3° sont supérieures à 60 p.c. des prestations visées à l'article 4, § 1^{er}, 1°, l'organisme d'assurance peut subordonner l'acceptation de la partie des versements excédant ces quotités au résultat favorable d'un examen médical, dont il fixe les conditions qui doivent être soumises au préalable à l'approbation du Conseil des Pensions Complémentaires et, le cas échéant, à l'application d'une surprime.

CHAPITRE IV. — *De l'affectation des versements*

Art. 4. § 1^{er}. Les versements sont affectés à :

1° la constitution d'un capital ou d'une rente de retraite au profit de l'affilié.

2° l'assurance en cas de décès d'un capital ou d'une rente.

3° une assurance temporaire d'un an en cas de décès d'un capital, souscrite au profit des affiliés par un organisateur;

4° une assurance solde restant dû en couverture d'un prêt hypothécaire;

5° une assurance en cas d'invalidité d'un capital ou d'une rente au profit de l'affilié, accessoire aux assurances visées aux 1°, 2° et 3°.

Pour l'assurance visée au point 2°, la rente est censée être assurée au profit d'une personne du même âge que l'affilié; en cas de différence d'âge entre l'affilié et le bénéficiaire désigné, la rente de survie est fixée au moment du décès conformément aux bases techniques, en vigueur à ce moment, qui doivent être conformes aux dispositions de la réglementation relative à l'assurance sur la vie prises en exécution de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances;

§ 2. Les assurances en cas de décès visées au § 1^{er}, 2° et 3° doivent être assorties d'une assurance retraite.

Dans ces assurances, l'affilié désigne lui-même le bénéficiaire des prestations en cas de décès, sauf dans le cas d'une assurance de groupe.

§ 3. Sauf dispositions contraires dans le règlement d'assurance de groupe, la répartition de l'affectation des versements effectués ou à effectuer et visés au § 1^{er}, 1° et 2°, entre la constitution de la prestation visée au § 1^{er}, 1° et de celle visée au § 1^{er}, 2°, peut être modifiée à la demande de l'affilié jusqu'à la date de prise de cours des prestations visées au § 1^{er}, 1°. Cette modification prend cours un an après la demande écrite de l'affilié et à condition que celui-ci ne soit pas décédé dans l'intervalle.

Art. 5. § 1^{er}. En assurance individuelle, le contrat détermine la date à laquelle les prestations visées à l'article 4, § 1^{er}, 1° prennent cours ou peuvent être anticipées.

2° aangeslotenen :

a) werknemers : de werknemers bedoeld in het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers;

b) bedrijfsleiders : de personen bedoeld in artikel 32, eerste lid, 1° en 2° van het Wetboek van Inkomstenbelastingen 1992 en tewerkgesteld buiten een arbeidsovereenkomst;

3° verzekeringsinstellingen : de verzekeringsondernemingen en -instellingen bedoeld in artikel 22, § 2 van de wet van 12 juli 1957 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor bedienden;

4° de Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de Pensioenen behoren.

§ 2. Dit besluit is van toepassing op de inrichters, de aangeslotenen en de verzekeringsinstellingen.

HOOFDSTUK II. — *De verzekeringsinstelling*

Art. 2. De verzekeringsinstelling die extra-wettelijke voordelen verzekert, verplicht zich daardoor elke aanvraag om aansluiting in te schrijven en de voor of door de betreffende aangeslotenen verrichte betalingen in ontvangst te nemen die ter verzekering van deze extra-wettelijke voordelen worden gedaan.

HOOFDSTUK III. — *De stortingen*

Art. 3. § 1. De verzekeringsinstelling bepaalt de inlichtingen die haar tot staving van de aanvraag om aansluiting en van de stortingen moeten worden verschaft, alsmede de voorwaarden voor het splitsen van het jaarlijks bedrag van de stortingen.

§ 2. Wanneer het jaarlijks bedrag van de stortingen 750 EUR te boven gaat of wanneer de uitkeringen voorzien in artikel 4, § 1, 2° of 3° meer bedragen dan 60 pct. van de uitkeringen bedoeld in artikel 4, § 1, 1°, kan de verzekeringsinstelling de aanneming van het gedeelte der bijdragen dat die evenredige bedragen overschrijdt, afhankelijk stellen van de gunstige uitslag van een geneeskundig onderzoek, waarvan de verzekeringsinstelling de voorwaarden vaststelt, die voorafgaandelijk ter goedkeuring aan de Raad Voor Aanvullende Pensioenen worden voorgelegd en desgevallend, van de toepassing van een bijpremie.

HOOFDSTUK IV. — *De aanwending van de stortingen*

Art. 4. § 1. De stortingen worden aangewend tot :

1° het vestigen van een kapitaal of van een pensioenrente ten bate van de aangeslotene;

2° het verzekeren bij overlijden van een kapitaal of van een rente.

3° een tijdelijke overlijdensverzekering voor één jaar van een kapitaal ten bate van de aangeslotenen, onderschreven door een inrichter;

4° een schuldsaldoverzekering ter dekking van een hypothecaire lening;

5° een verzekering in geval van invaliditeit van een kapitaal of van een rente ten bate van de aangeslotene, bijkomstig aan de verzekeringen beoogd in 1°, 2° en 3°.

Bij de verzekering bedoeld in 2° wordt de rente ondersteld te zijn verzekerd ten bate van een persoon van dezelfde leeftijd als de aangeslotene; wanneer de aangeslotene en de aangewezen begunstigde in leeftijd verschillen, wordt de overlevingsrente op het ogenblik van het overlijden vastgesteld overeenkomstig de op dat ogenblik van toepassing zijnde technische grondslagen die in overeenstemming moeten zijn met de bepalingen van de reglementering betreffende de levensverzekeringsactiviteit, genomen in uitvoering van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen;

§ 2. De in § 1, 2° en 3°, beoogde verzekeringen bij overlijden moeten gepaard gaan met een pensioenverzekering.

Bij die verzekeringen wijst de aangeslotene zelf de begunstigde van de uitkering bij overlijden aan behoudens in het geval van een groepsverzekering.

§ 3. Behalve andersluidende bepalingen in het reglement van de groepsverzekering kan de verdeling van de bestemming der verrichte of te verrichten stortingen die worden bedoeld in § 1, 1° en 2° op verzoek van de aangeslotene, gewijzigd worden met het oog op de vorming van de uitkering zoals bedoeld in § 1, 1° en deze bedoeld in § 1, 2°, en dit tot op de ingangsdatum van de in § 1, 1° bedoelde uitkeringen. Deze wijziging gaat in na verloop van één jaar op schriftelijke aanvraag van de aangeslotene op voorwaarde dat deze ondertussen niet overleden is.

Art. 5. § 1. Voor de individuele verzekering bepaalt de overeenkomst de datum waarop de uitkeringen bedoeld in artikel 4, § 1, 1° aanvagen of vervroegd mogen aanvagen.

En assurance de groupe, le règlement détermine la date à laquelle ces prestations prennent cours ou peuvent être anticipées.

§ 2. Sauf lorsque un délai plus court est prévu dans le règlement d'assurance de groupe, l'affilié adresse, en cas d'anticipation, au plus tard douze mois avant l'âge choisi par lui, une demande à l'organisme d'assurance, dans la forme fixée par celui-ci.

Art. 6. Les prestations visées à l'article 4, § 1^{er}, 2° prennent cours le premier jour du mois au cours duquel l'affilié est décédé.

Art. 7. § 1^{er}. Au moment de l'ouverture de ses droits aux prestations visées à l'article 4, § 1^{er}, 1°, le bénéficiaire peut obtenir le paiement en espèce de tout ou partie de la valeur actuelle de la rente de vieillesse ainsi que la même quotité de la réserve afférente à l'assurance des prestations visées à l'article 4, § 1^{er}, 2°, à condition qu'il en informe l'organisme d'assurance au plus tard un mois avant la date de prise de cours de ses prestations visées à l'article 4, § 1^{er}, 1°.

La conversion en rente d'un capital ou d'une valeur de rachat théorique s'effectue conformément aux bases techniques en vigueur au moment de la conversion.

En cas de prise de cours anticipée des prestations visées à l'article 4, § 1^{er}, 1°, conformément à l'article 5 du présent arrêté, l'application de l'alinéa 1^{er} peut être subordonnée au résultat favorable d'un examen médical à effectuer dans les trente jours de la réception de la demande.

§ 2. Dans les trente jours à compter du moment où il a été mis au courant de ses droits aux prestations visées à l'article 4, § 1^{er}, 2°, le bénéficiaire peut obtenir le paiement en espèces de tout ou partie de la valeur actuelle de la rente de survie moyennant une demande écrite à introduire auprès de l'organisme d'assurance.

§ 3. La prestation est liquidée par l'organisme d'assurance dans les trente jours de la réception de la demande ou en cas d'examen médical dans les trente jours après l'examen.

Art. 8. Les prestations visées à l'article 4, § 1^{er}, 2°, sont limitées, pendant un délai de deux ans à compter de l'affiliation, à la valeur de rachat théorique constituée au moment du décès ou aux prestations correspondant à la conversion en rente de cette valeur de rachat théorique. Cette disposition est également d'application à l'augmentation des prestations visées à l'article 4, § 1^{er}, 2°, suite à une augmentation des versements.

Lorsque l'augmentation des prestations résulte d'une modification visée à l'article 4, § 3, les prestations visées à l'article 4, § 1^{er}, 2°, sont limitées pendant un délai de deux ans à compter de cette conversion au montant le plus élevé des deux prestations suivantes :

1° les prestations assurées avant cette conversion;

2° la valeur de rachat théorique constituée au moment du décès de l'affilié ou les prestations qui résultent de la conversion en rente de cette valeur de rachat théorique.

Les dispositions de l'alinéa 2 ne sont pas d'application :

1° en cas de décès par suite d'un accident;

2° en assurance de groupe;

3° en assurance individuelle en cas d'augmentation des prestations due à l'application de dispositions prévues dans une convention conclue entre l'organisme d'assurance et l'affilié.

Art. 9. § 1^{er}. Sous réserve de l'application de l'article 3, § 2 et de l'article 17, les organismes d'assurances utilisent le même taux d'intérêt technique et les mêmes chargements pour l'ensemble des assurés. Les tables de mortalité appliquées ne peuvent dépendre que du type d'opération d'assurance sur la vie et du sexe de l'assuré.

Les assurances en cas de décès ne peuvent contenir de risques exclus, à l'exception du suicide survenu moins d'un an après la prise d'effet du contrat.

§ 2. Les chargements ne peuvent dépasser les taux suivants :

1° chargement d'encaissement : 5 p.c. des versements;

2° chargement d'inventaire :

- 2 p.c. de la rente assurée,

- 0,0005 du capital assuré en cas de décès,

- 0,1 p.c. de la réserve mathématique d'inventaire pour les opérations en cas de vie ou les opérations mixtes.

Voor de groepsverzekering bepaalt het reglement de datum waarop deze uitkeringen aanvangen of vervroegd mogen aanvangen.

§ 2. Behalve indien in het reglement van de groepsverzekering in een kortere periode is voorzien, richt de aangeslotene in geval van vervroeging uiterlijk twaalf maanden vóór de door hem gekozen leeftijd een aanvraag aan de verzekeringsinstelling op de wijze door deze bepaald.

Art. 6. De uitkeringen voorzien in artikel 4, § 1, 2° gaan in de eerste dag van de maand in de loop waarvan de aangeslotene overleden is.

Art. 7. § 1. Op het ogenblik dat zijn recht op de uitkeringen bedoeld in artikel 4, § 1, 1° ingaat, kan de gerechtigde de betaling in geld verkrijgen van de gehele of gedeeltelijke contante waarde van die ouderdomsrente alsmede hetzelfde aandeel van de reserve die betrekking heeft op de uitkeringen bedoeld in artikel 4, § 1, 2°, op voorwaarde dat hij zulks ter kennis van de verzekeringsinstelling brengt uiterlijk één maand vóór de datum waarop de voordelen bedoeld in artikel 4, § 1, 1° ingaan.

De omzetting in rente van een kapitaal of van een theoretische afkoopwaarde wordt uitgevoerd volgens de technische grondslagen die van toepassing zijn op het ogenblik van de omzetting.

In geval van vervroegd ingaan van de uitkeringen bedoeld in artikel 4, § 1, 1°, overeenkomstig artikel 5 van dit besluit, kan de toepassing van het eerste lid afhankelijk gesteld worden van de gunstige uitslag van een geneeskundig onderzoek uit te voeren binnen de dertig dagen na ontvangst van de aanvraag.

§ 2. Binnen de dertig dagen te rekenen vanaf het ogenblik dat hij van zijn recht op de uitkeringen bedoeld in artikel 4, § 1, 2°, op de hoogte werd gesteld, kan de gerechtigde de betaling in geld verkrijgen van de gehele of gedeeltelijke contante waarde van zijn overlevingsrente mits een schriftelijke aanvraag bij de verzekeringsinstelling in te dienen.

§ 3. De uitkering wordt door de verzekeringsinstelling uitbetaald binnen de dertig dagen na de ontvangst van de aanvraag of in geval van geneeskundig onderzoek binnen de dertig dagen na het onderzoek.

Art. 8. De bij artikel 4, § 1, 2°, bedoelde uitkeringen worden tijdens een periode van twee jaar te rekenen vanaf de aansluiting beperkt tot de theoretische afkoopwaarde vastgesteld op het ogenblik van het overlijden of tot de uitkeringen overeenstemmend met de omzetting in rente van deze theoretische afkoopwaarde. Deze bepaling is eveneens van toepassing op de toename van de uitkeringen bedoeld in artikel 4, § 1, 2°, ten gevolge van het verhogen van de stortingen.

Indien de toename van de uitkeringen het gevolg is van de bij artikel 4, § 3, bedoelde wijzigingen, worden de bij artikel 4, § 1, 2°, bedoelde uitkeringen tijdens een termijn van twee jaar te rekenen vanaf deze omzetting beperkt tot het hoogste bedrag van de volgende uitkeringen :

1° de uitkeringen die vóór deze omzetting verzekerd waren;

2° de theoretische afkoopwaarde vastgesteld op het ogenblik van het overlijden van de aangeslotene of de uitkeringen die voortvloeien uit de omzetting in rente van deze theoretische afkoopwaarde.

De bepalingen van het tweede lid zijn niet van toepassing :

1° in geval van overlijden ten gevolge van een ongeval;

2° voor de groepsverzekering;

3° voor de individuele verzekering in geval van toename van de uitkeringen ten gevolge van de bepalingen voorzien in een overeenkomst gesloten tussen de verzekeringsinstelling en de aangeslotene.

Art. 9. § 1. Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 3, § 2 en van artikel 17, wenden de verzekeringsinstellingen voor het geheel van de verzekerden dezelfde technische rentevoet en toeslagen aan. De toegepaste sterftetafels mogen enkel afhankelijk zijn van het type van de levensverzekeringsverrichting en het geslacht van de verzekerde.

De verzekeringen tegen overlijden mogen geen uitgesloten risico's bevatten, uitgezonderd de zelfmoord die minder dan één jaar na de inwerkingtreding van de overeenkomst gebeurt.

§ 2. De toeslagen mogen de volgende percentages niet overschrijden :

1° inningstoelage : 5 pct. van de stortingen;

2° inventaristoelage :

- 2 pct. van de verzekerde rente,

- 0,0005 van het verzekerd kapitaal bij overlijden,

- 0,1 pct van de wiskundige inventarisreserve voor de verrichtingen bij leven of de verrichtingen van gemengde aard.

CHAPITRE V. — *Des demandes et du paiement des rentes*

Art. 10. La demande de paiement des avantages extra-légaux doit être adressée à l'organisme auprès duquel l'affilié est assuré.

Art. 11. Le bénéficiaire fournit toutes les pièces justificatives nécessaires à l'examen de sa demande.

Art. 12. Les rentes visées à l'article 4, § 1^{er}, 1°, 2° et 5° sont payées par douzièmes mensuels égaux, à terme échu.

Lorsque le montant annuel de la rente au moment où elle prend cours est compris entre 300 EUR et 750 EUR, les arrérages peuvent être payés par quarts trimestriels égaux, à terme échu.

Lorsque le montant annuel de la rente au moment où elle prend cours est inférieur ou égal à 299,99 EUR, la rente est payée intégralement par un versement unique correspondant à la valeur actuelle de la rente et éventuellement à la réserve afférente à l'assurance des prestations visées à l'article 4, § 1^{er}, 2°; l'organisme d'assurance est libéré de ce fait de toute obligation.

CHAPITRE VI. — *Dispositions générales*

Art. 13. L'arrêté royal du 8 juin 1931 portant règlement général d'application de la loi du 18 juin 1930 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés n'est pas d'application aux opérations visées par le présent arrêté.

Art. 14. La police mentionne que le contrat est soumis aux dispositions du présent arrêté.

Art. 15. Le solde bénéficiaire du compte de résultat de l'exercice est affecté à la constitution d'un fonds de réserve et d'un fonds de répartition.

Le fonds de réserve doit, tenant compte de la part du solde bénéficiaire de l'exercice affectée à la constitution du fonds de réserve, être au moins égal au plus grands de deux montants suivants :

- 5 % de la provision d'assurance vie au 31 décembre de l'exercice concerné;

- le montant qui est nécessaire à la constitution de la marge de solvabilité, visée à l'article 18, C., de l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances, relative aux opérations visées par le présent arrêté au 31 décembre du même exercice.

Le fonds de réserve ne peut en aucun cas être supérieur à trois fois le montant de la marge de solvabilité à constituer visée à l'alinéa précédent.

La part du bénéfice annuel qui n'est pas versée dans le fonds de réserve est versée dans le fonds de répartition à titre de dotation aux fins de participation bénéficiaire.

Si le compte de résultat de l'exercice présente un solde négatif, l'organisme d'assurance prélève sur le fonds de réserve existant, la somme nécessaire pour apurer le solde négatif. S'il appert ensuite que le fonds de réserve n'atteint plus le minimum visé à l'alinéa 2, l'organisme d'assurance prélève sur le fonds de répartition, la somme nécessaire pour compléter le fonds de réserve.

Art. 16. § 1^{er}. Il est attribué annuellement à chacun des affiliés et des rentiers une part du fonds de répartition proportionnelle au montant de la valeur de rachat théorique de son contrat par rapport au montant total des valeurs de rachat théorique.

Pour les opérations en cas de décès, il est attribué annuellement à chacun des affiliés une part du fonds de répartition, de façon à garantir, pour une année, une majoration proportionnelle des garanties assurées en cas de décès ou une part du fonds de répartition proportionnelle à la prime commerciale.

§ 2. La part du fonds de répartition attribuée au cours d'un exercice doit être au moins égale à quatre cinquièmes de la dotation de l'exercice. L'attribution s'effectue au plus tard à la date anniversaire des contrats qui suit l'exercice dont le résultat a permis la répartition ou, pour les contrats liquidés avant cette date anniversaire, au plus tard à la date de liquidation.

Toute part de dotation au fonds de répartition qui n'a pas été attribuée à la fin d'un exercice, mais qui a été versée au fonds de répartition au cours des exercices précédents, doit être, à concurrence d'un huitième au moins, attribuée aux contrats au plus tard à la date anniversaire des contrats qui suit la fin de cet exercice ou, pour les contrats liquidés avant cette date anniversaire, au plus tard à la date de liquidation.

HOOFDSTUK V. — *De aanvragen en de uitbetaling van de renten*

Art. 10. De aanvraag tot uitbetaling van de extra wettelijke voordelen moet tot de verzekeringsinstelling waarbij de aangeslotene is verzekerd worden gericht.

Art. 11. De gerechtigde levert alle bewijsstukken die vereist zijn voor het onderzoek van zijn aanvraag.

Art. 12. De renten bedoeld in artikel 4, § 1, 1°, 2° en 5° worden per gelijke maandelijks twaalfden, na verstreken termijn, uitbetaald.

Wanneer het jaarlijks bedrag van de rente bij de aanvang ervan tussen 300 EUR en 750 EUR ligt, mogen de rentetermijnen per gelijke driemaandelijks vierden, na verstreken termijn worden uitbetaald.

Wanneer het jaarlijks bedrag van de rente bij de aanvang ervan minder dan of gelijk aan 299,99 EUR bedraagt, wordt de rente volledig uitbetaald door een enige storting, die met de contante waarde van de rente overeenstemt en eventueel met de reserve die betrekking heeft op de verzekering van de uitkeringen bedoeld in artikel 4, § 1, 2°; de verzekeringsinstelling is daardoor van elke verplichting ontlast.

HOOFDSTUK VI. — *Algemene bepalingen*

Art. 13. Het koninklijk besluit van 8 juni 1931 tot vaststelling van het algemeen reglement van toepassing van de wet van 18 juni 1930 betreffende de verzekering tegen geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der bedienden is niet van toepassing op de verrichtingen bedoeld door dit besluit.

Art. 14. De polis vermeldt dat de overeenkomst onderworpen is aan de bepalingen van dit besluit.

Art. 15. Het batig saldo van de resultatenrekening van het boekjaar wordt aangewend voor de vestiging van een reservefonds en een omslagfonds.

Het reservefonds moet, rekening houdend met het deel van het batig saldo van het boekjaar dat aangewend wordt voor de vestiging van het reservefonds, minstens gelijk zijn aan het hoogste van de volgende twee bedragen :

- 5 % van de voorziening voor verzekering leven op 31 december van het bedoelde boekjaar;

- het bedrag dat nodig is om de solvabiliteitsmarge, bedoeld in artikel 18, C., van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, per 31 december van dat boekjaar samen te stellen met betrekking tot de door dit besluit bedoelde verrichtingen.

Het reservefonds mag in geen geval groter zijn dan driemaal het bedrag van de samen te stellen solvabiliteitsmarge, zoals bedoeld in het vorige lid.

Het gedeelte van de jaarlijkse winst niet gestort in het reservefonds, wordt als dotatie voor winstdeelname gestort in het omslagfonds.

Indien de resultatenrekening van het boekjaar een negatief saldo vertoont, heft de verzekeringsinstelling, van het reservefonds, de som die nodig is om het negatief saldo aan te zuiveren. Indien nadien zou blijken dat het reservefonds het minimum bedoeld bij het tweede lid niet meer bereikt, put de verzekeringsinstelling uit het bestaande omslagfonds, de som die nodig is om het reservefonds aan te vullen.

Art. 16. § 1. Elk jaar wordt aan elk van de aangeslotenen en de renteniers een gedeelte van het omslagfonds toegekend naar verhouding van het bedrag van de theoretische afkoopwaarde van zijn overeenkomst tot het totaal bedrag van de theoretische afkoopwaarden.

Voor de verrichtingen bij overlijden wordt jaarlijks aan elk van de aangeslotenen een deel van het omslagfonds toegekend, zodat voor één jaar een verhoging evenredig met de verzekerde waarborgen bij overlijden of een gedeelte evenredig met de handelspremie wordt gewaarborgd.

§ 2. Het gedeelte van het omslagfonds dat tijdens een boekjaar wordt toegekend moet minstens vier vijfden van de dotatie van het boekjaar zijn. De toekenning gebeurt uiterlijk op de verjaardag van de overeenkomsten die volgt op het boekjaar waarvan het resultaat de verdeling mogelijk heeft gemaakt of, voor de overeenkomsten vereffend voor die verjaardag, uiterlijk op de datum van vereffening.

Elk gedeelte van de dotatie aan het omslagfonds dat op het einde van een boekjaar nog niet werd toegekend maar tijdens de voorgaande boekjaren aan het omslagfonds werd gestort, moet uiterlijk op de verjaardag van de overeenkomsten die volgt op het einde van dit boekjaar of, voor de overeenkomsten vereffend voor die verjaardag, uiterlijk op de datum van vereffening, ten belope van minstens een achtste aan de overeenkomsten worden toegekend.

§ 3. Les taux de participation bénéficiaire doivent être uniformes pour tous les contrats auxquels la même tarification s'applique.

Art. 17. L'organisme d'assurance peut modifier les bases techniques en vigueur. Cette modification s'applique aux nouvelles affiliations et aux augmentations des prestations ou des versements pour les contrats en cours.

Art. 18. Les montants mentionnés aux articles 3, § 2 et 12 sont rattachés à l'indice-pivot 103,14 (base 96) au 1^{er} janvier 2000.

Ils sont indexés annuellement au 1^{er} janvier en fonction de l'indice-pivot atteint au mois de décembre qui précède, par la moyenne arithmétique de l'indice-santé des prix à la consommation des quatre derniers mois.

Art. 19. Le Ministre et les fonctionnaires qu'il désigne à cet effet sont chargés du contrôle de l'exécution par les organismes d'assurance des obligations qui leur incombent en vertu du présent arrêté à l'exception des obligations qui découlent des articles 9, 15, 16 et 17 et qui sont contrôlées par la CBFA.

CHAPITRE VII. — Dispositions finales

Art. 20. § 1^{er}. Les dispositions du présent arrêté sont applicables à partir de leur entrée en vigueur aux contrats conclus après la date d'entrée en vigueur et aux contrats en cours à partir de la modification, renouvellement ou reconduction de ces contrats.

§ 2. Les entreprises d'assurances procèdent à l'adaptation formelle des contrats d'assurances et autres documents d'assurances aux dispositions du présent arrêté au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent arrêté. Jusqu'à cette date, les contrats existants et nouveaux peuvent ne pas être conformes quant à la forme aux dispositions du présent arrêté.

Art. 21. L'arrêté royal du 14 mai 1969 concernant l'octroi d'avantages extra-légaux aux travailleurs salariés visés par l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, modifié par les arrêtés royaux des 4 décembre 1990 et 5 décembre 1996 est abrogé.

Art. 22. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 5 décembre 1996 portant exécution de l'article 2, § 3, 5° de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, le 4° est remplacé comme suit :

« 4° l'arrêté royal du 14 novembre 2003 : l'arrêté royal du 14 novembre 2003 concernant l'octroi d'avantages extra-légaux aux travailleurs salariés visés par l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés et aux personnes visées à l'article 32, alinéa 1^{er}, 1° et 2° du Code des Impôts sur les Revenus 1992, occupées en dehors d'un contrat de travail. »

Art. 23. Dans le même arrêté, les mots "l'arrêté royal du 14 mai 1969" sont chaque fois remplacés par les mots "l'arrêté royal du 14 novembre 2003".

Art. 24. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2004.

Art. 25. Notre Ministre des Pensions, notre Ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions et notre ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 novembre 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,
F. VANDENBROUCKE
Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS
La Ministre de l'Economie,
Mme F. MOERMAN

§ 3. De winstdelingsvoeten moeten uniform zijn voor alle overeenkomsten waarop dezelfde tarifiering van toepassing is.

Art. 17. De verzekeringsinstelling kan haar van kracht zijnde technische grondslagen wijzigen. Deze wijziging wordt toegepast bij nieuwe aansluitingen en op de verhogingen van de prestaties of van de stortingen voor de lopende overeenkomsten.

Art. 18. De in artikelen 3, § 2 en 12 vermelde bedragen worden gekoppeld aan de spilindex 103,14 (basis 96) op 1 januari 2000.

Ze worden jaarlijks op 1 januari geïndexeerd in functie van de spilindex die bereikt wordt in de voorgaande maand december door het rekenkundig gemiddelde van de gezondheidsindex der consumptieprijzen van de laatste vier maanden.

Art. 19. De Minister en de ambtenaren die hij te dien einde aanduidt, worden belast met het toezicht op de uitvoering door de verzekeringsinstellingen van de verplichtingen die hun overeenkomstig dit besluit zijn opgelegd met uitzondering van de verplichtingen voortvloeiend uit de artikelen 9, 15, 16 en 17 en die door de CBFA worden gecontroleerd.

HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen

Artikel 20. § 1. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing vanaf hun inwerkingtreding op de overeenkomsten gesloten na de datum van inwerkingtreding en op de lopende overeenkomsten vanaf de datum van de wijziging, vernieuwing, of verlenging van die overeenkomsten.

§ 2. De verzekeringsinstellingen gaan over tot de formele aanpassing van de verzekerings-overeenkomsten en andere verzekeringsdocumenten aan de bepalingen van dit besluit, ten laatste een jaar na de inwerkingtreding van dit besluit. Tot op die datum moeten de bestaande en de nieuwe verzekeringsovereenkomsten niet naar de vorm overeenstemmen met de bepalingen van dit besluit.

Art. 20. Het koninklijk besluit van 14 mei 1969 betreffende de toekenning van buitenwettelijke voordelen aan de werknemers bedoeld bij koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 december 1990 en 5 december 1996, wordt opgeheven.

Art. 22 In artikel 1 van het koninklijk besluit van 5 december 1996 tot uitvoering van artikel 2, § 3, 5° van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen wordt het 4° als volgt vervangen :

« 4° het koninklijk besluit van 14 november 2003 : het koninklijk besluit van 14 november 2003 betreffende de toekenning van buitenwettelijke voordelen aan de werknemers bedoeld bij koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers en aan de personen bedoeld in artikel 32, eerste lid, 1° en 2° van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992, tewerkgesteld buiten een arbeidsovereenkomst. »

Art. 21. In hetzelfde besluit worden de woorden "het koninklijk besluit van 14 mei 1969" telkens vervangen door de woorden "het koninklijk besluit van 14 november 2003".

Art. 22. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2004.

Art. 23. Onze Minister van Pensioenen, Onze Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren en onze van Financiën, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 november 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,
F. VANDENBROUCKE
De Minister van Financiën,
D. REYNDERS
De Minister van Economie,
Mevr. F. MOERMAN